

Archives

# Pessimisme

lundi 12 novembre 2012

Un pessimisme sur ce qui pourrait être fait pour améliorer le monde s'insinue partout dans nos sociétés occidentales. Après la défaite de Nicolas Sarkozy et les premiers six mois de notre nouveau gouvernement, notre pays est le plus atteint. Il s'agit d'une disposition d'esprit extrêmement destructrice. Car la manière la plus efficace de répandre le rejet d'autrui et de créer un climat favorable aux guerres est de se livrer à ce pessimisme.

L'on répondra que si l'on examine la situation politique, il n'y a pas de raison d'être optimiste. Aucun des dirigeants du monde ne s'élève à la hauteur des enjeux de l'époque. Aux Etats-Unis, la campagne électorale s'est déroulée sans vision positive, sur un fond d'incompétence absolue. L'Europe se désintègre et devient un repoussoir. Angela Merkel et Wolfgang Schäuble voudraient imposer une austérité destructrice. Ils appellent à un examen préalable des budgets nationaux et éventuellement à leur correction ultérieure par des commissaires supranationaux. Alors qu'il y a 55 % de chômeurs parmi les jeunes Espagnols et 58 % parmi les jeunes Grecs, Mme Merkel vient de déclarer qu'il n'y a pas d'alternative à cette politique et que tout écart serait « un péché ». L'Europe se trouve ainsi livrée à la *destroïka*, et l'euro est devenu l'instrument de torture de l'inquisition financière. Le sommet européen des 22 et 23 novembre se livrera aux contorsions devenues habituelles, alors que Carthage brûle. Le Royaume-Uni, pour sa part, prend le chemin de la sortie, sans scrupules et seulement guidé par son égoïsme. L'axe de l'Empire britannique et de la monarchie saoudienne met à feu et à sang un Proche et Moyen-Orient où la guerre peut à tout instant se généraliser et dégénérer en affrontement thermonucléaire entre protecteurs respectifs.

La France de François Hollande et de Jean-Marc Ayrault tente de louvoyer dans la tempête, comme s'il s'agissait d'un Congrès de courants socialistes. Dans sa politique économique, le gouvernement prétend arrêter la désastreuse désindustrialisation de notre pays, qui est la pire en Europe, tout en adoptant un « schéma de compétitivité » dont 80 % de l'aide ira aux services et 20 % à l'industrie, au détriment de la consommation populaire. Pour couronner le tout, la réforme bancaire qui sera présentée le 19 décembre en Conseil des ministres, non seulement ne séparera pas les banques de dépôt des banques d'investissement, mais « *confinera les activités spéculatives* » ... sous le même toit que les productives. Un banquier parisien commente, selon *Les Echos* du 6 novembre : « *Les banques sont plus sereines. Les discours sur la séparation, qui étaient majoritaires avant l'élection présidentielle, se sont un peu évaporés.* »

Faut-il donc tenter de tirer les marrons du feu du désespoir, comme Jean-François Copé ou Marine Le Pen, céder au désarroi, vitupérer comme Jean-Luc Mélenchon ou penser que le repli national est en soi une solution ? Non. Comment ? En cessant d'examiner le présent pour en extrapoler des tendances, et en mesurant au contraire la chance d'une alternative avec les yeux du futur. Ainsi se retrouve l'espérance. Car c'est dans les tempêtes que les changements ont toujours été possibles. Nous avons d'énormes avantages, pourvu que nous nous battions pour la qualification de nos travailleurs, pour notre industrie et pour notre recherche, au lieu de les laisser se décomposer.

A situation de crise, pari sur l'avenir. Ce que ne fait jamais un homme normal, car il obéit aux normes, même lorsqu'elles deviennent destructrices.

---